

SAUVER LE MOABI ET LE KEVAZINGO, ARBRES À HAUTE VALEUR SOCIALE

Le Moabi (*Baillonella toxisperma*) et le Kévazingo (*Guibourtia Tessmanii*) sont des essences sacrées et mythiques pour les communautés locales et peuples autochtones qui l'utilisent à des fins médicinales et spirituelles. Mais ce sont aussi des essences très recherchées sur le marché international pour leur bois. L'exploitation illégale présente un véritable risque pour la survie de ces deux espèces.

Une intervention est nécessaire pour que le Moabi et le Kévazingo puissent continuer à exister dans les forêts tropicales humides du bassin du Congo. Il est nécessaire de lutter contre l'exploitation illégale de ces deux espèces, développer un statut de protection du Moabi, démontrer que l'exploitation de ses graines apporte une valeur ajoutée plus importante aux communautés locales que l'exploitation du bois, et enfin renforcer la société civile pour la protection de ces espèces mythiques.



CAMEROUN / GABON

Coût total : **175 736 euros**
Durée : **2 ans**
Démarrage : **septembre 2019**



Un projet mis en place par :



Brainforest

Et soutenu par :





Les espèces à protéger

Le Moabi est classé Vulnérable sur la liste rouge IUCN, compte tenu de sa surexploitation. On considère que 90 % des individus ont déjà été coupés depuis les années 60. C'est le plus grand arbre de la forêt tropicale humide du Bassin du Congo, qui domine la canopée. Il joue un rôle important dans cet écosystème, mais il n'est fertile qu'à partir de 70 ans. L'exploitation systématique des individus fertiles pour leur bois menace directement sa reproduction.

Essence sacrée et mythique pour les communautés locales et peuples autochtones qui l'utilisent à des fins médicinales et spirituelles, le Kévazingo est un bois millénaire, très dur et dense utilisé pour la fabrication des meubles chics et qui est très prisé sur le marché du bois. Son commerce illégal persiste malgré des traités instaurés par le gouvernement gabonais, tel que le démontre le scandale qui a éclaté en avril 2019.

Des enjeux majeurs

Les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième plus important massif de forêt tropicale qui demeure sur la planète. Depuis quelques décennies, le taux de déforestation augmente à un rythme alarmant dans cette zone. L'allocation de nou-

velles concessions forestières et minières entraîne l'ouverture de routes et l'arrivée de nouvelles populations. Le braconnage et le trafic d'animaux se développe. Très controversée, l'exploitation du bois dans ces massifs de forêts primaires n'est le plus souvent pas durable (car concentrée sur un nombre limité d'essences) et ne procure pratiquement pas de retombées économiques aux populations locales en raison des règles de concession publique et de la corruption.

L'exploitation des grands Moabi et du Kévazingo est à l'origine de nombreux conflits entre les exploitants et les communautés. L'arrivée des exploitants asiatiques, fort peu soucieux de durabilité, fait empirer la situation.

Des partenaires engagés

L'ONG camerounaise **Tropical Forest and Rural Development (TF-RD)** est une association créée en 2010 travaillant sur le développement de filières économiques locales favorables à la fois à la conservation de la biodiversité en périphérie d'Aires Protégées et au développement local par l'approche filière. TF-RD a créé une entreprise sociale (Tropical Forest Food and Cosmetics - TF-FC) en 2017 afin de mieux valoriser les produits issus de la forêt grâce à une transformation et une commercialisation des produits.

L'ONG camerounaise **Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)** est une association fondée en 1994. Elle a une compétence reconnue internationalement et nationalement dans le plaidoyer en faveur de la protection de la Nature et des populations locales, notamment sur les questions des plantations industrielles et des concessions minières.

Au Gabon, l'ONG gabonaise **Brainforest** est une association créée en 1998, acteur majeur de la société civile gabonaise travaillant sur la problématique Forêt et Environnement, et en particulier sur le plaidoyer en faveur des populations locales.

Le projet et les perspectives de changement

Au Cameroun, le projet a pour ambition de démontrer l'importance sociale et écologique du Moabi ainsi que la plus-value économique de la filière beurre de moabi afin d'obtenir une protection de cet arbre par des réglementations nationales, et si possible à moyen terme par la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Le projet permettra d'augmenter les revenus des populations bénéficiaires par la commercialisation du beurre de Moabi, de protéger l'espèce en plantant des arbres, de démontrer la menace qui pèse sur l'extinction du Moabi, tout en les sensibilisant à la protection de cet arbre et de la forêt en général.

Au Gabon, les organisations de la société civile et les communautés locales qui ne cessent d'interpeller les autorités, contribueront à la protection du Kévazingo grâce à des outils qui leur sont propres. Le projet aura pour but de créer un réseau fonctionnel d'observateurs indépendants locaux (CLPA-OSC), de renforcer leurs capacités organisationnelles et opérationnelles et de les former à l'identification des infractions liées à l'exploitation illégale du bois sur la base d'un guide simplifié d'Observation Indépendante Externe. Les infractions seront répertoriées et utilisées pour les campagnes de plaidoyer.

Principales réalisations en 2019

Le programme ayant démarré fin 2019, les premiers résultats seront disponibles mi-2020.

